



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 08-3025

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SOCIETE PONT SUR SEINE INDUSTRIES

A
PONT SUR SEINE

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

ARRETE PREFECTORAL DE CONSIGNATION

Vu :

- le code de l'environnement, Livre V de la partie législative - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le code de l'environnement, Livre V de la partie réglementaire - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 00-5613 A du 12 décembre 2000 réglementant les activités de la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES, sise 29 rue Monte à Regret sur le territoire de la commune de PONT SUR SEINE,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-1515 du 7 avril 2006 prescrivant à la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES la réalisation d'un programme d'actions relatif à l'amélioration des conditions d'exploitation et du niveau de sécurité du site qu'elle exploite à PONT SUR SEINE,
- l'arrêté préfectoral n° 07-3638 du 10 octobre 2007 mettant en demeure la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES de respecter l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-1515 du 7 avril 2006,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2007,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 juillet 2008,

CONSIDERANT :

- que les constatations de la visite d'inspection du 31 octobre 2006 ont établi que les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé n'étaient pas intégralement respectées,
- que les constatations de la visite d'inspection du 24 avril 2008 faisant suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 octobre 2007 ont établi que les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé et dudit arrêté préfectoral de mise en demeure n'étaient toujours pas intégralement respectées,

- que l'inobservation des conditions d'exploitation imposées à la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES engendre un risque accidentel sur les habitations situées à proximité de son usine,
- que l'inobservation des conditions d'exploitation imposées à la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES génère une insuffisance d'information sur l'évaluation des risques accidentels nécessitant de limiter l'urbanisme autour du site,
- que, dans ces conditions, il y a lieu d'engager la procédure de consignation de somme à l'encontre de la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES, prévue par l'article L.514-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La procédure de consignation prévue au deuxième alinéa de l'article L.514-1 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES, représentée par Monsieur Bruno PROUST, en sa qualité de Président de la société, dont le siège social est situé 29 rue Monte à Regret sur le territoire de la commune de PONT SUR SEINE.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 21 000 euros répondant au coût des travaux de réalisation d'une étude de dangers pour l'ensemble des installations du site de PONT SUR SEINE et de mise à jour du Plan d'Opération Interne de l'établissement est rendu immédiatement exécutoire.

ARTICLE 2 :

La restitution de la somme consignée ne pourra avoir lieu qu'après avis de l'inspection des installations classées sur l'exécution des travaux demandés.

ARTICLE 3 :

Faute de déférer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours de l'exploitant est de deux mois à compter de sa notification. Le délai de recours des tiers est de quatre ans à compter de l'affichage de cet arrêté.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est notifié à la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES. Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la Mairie de PONT SUR SEINE pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

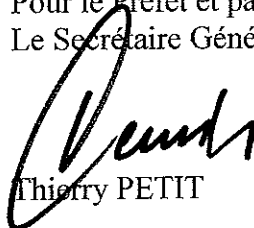
Un extrait de cet arrêté est affiché à cette même mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la Préfecture de l'Aube – Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Sous-Préfet de NOGENT SUR SEINE, Monsieur le Trésorier Payeur Général, Madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Monsieur le Maire de PONT SUR SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 9 SEP 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Thierry PETIT

